

PROMÉTHÉE

REVUE MENSUELLE

Le Numéro { FRANCE: 3 fr.
ETRANGER: 5 fr.

ABONNEMENT

Un an 30 francs.

Etranger 50 francs.

Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE

GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan



SOMMAIRE

Pactes avec les Soviets	Dr Mir Yacoub
Glissement dangereux	G. G.
La famine en Ukraine	O. L. T. K.
Au Turkestan	M. Tchokai-Oghly
Organisation russe à Berlin	H. Munsch
La Conférence économique et l'Ukraine	***
Revue de la presse	***

Direction & Administration :

1, Square Léon-Guillot - PARIS (15 .

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale

des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

Pactes avec les Soviets

En signant le pacte avec l'Italie, la Russie soviétique a terminé la série d'accords de non-agression avec les grandes puissances d'Europe. Nous avons été tout récemment témoins de la signature d'un pacte semblable entre la Russie soviétique, la France et la Pologne. Peu avant, les Soviets signaient des pactes de non-agression de cet ordre avec la Finlande, les pays de la Baltique, la Turquie, la Perse et l'Afghanistan, pour clore la série avec l'Italie. Dès lors, une question se pose : pourquoi, ces derniers temps encore, la Russie soviétique refusait tout rapprochement avec l'Europe ; pourquoi, restant isolée, elle menait une lutte incessante contre la Société des Nations ? Quels motifs ont pu la pousser à changer ainsi de tactique ?

Eh bien, il faut en chercher la cause, d'une part dans la situation intérieure de la Russie soviétique et, d'autre part dans les facteurs extérieurs qui poussent les Soviets à signer hâtivement les accords en question.

En Extrême-Orient, en effet, au

cours de ces dernières 60 ou 70 années, le Japon se développe et se fortifie. Cette croissance s'opère avec une rapidité vertigineuse. Actuellement, devant cette unique grande puissance en Extrême-Orient, se pose une sérieuse question : question de vie ou de mort. Ce pays de 70 millions d'âmes, doté d'une industrie et d'un commerce très développés, possédant une flotte de commerce et de guerre qui peut rivaliser avec celle des plus grandes puissances du monde, aussi bien par le nombre que par la qualité, est obligé de vivre à l'étroit sur ses îles et souffrir du manque de terres pour sa population. La Corée et Formose ne sauraient être utilisées aux fins d'une colonisation japonaise, ces contrées étant elles-mêmes surpeuplées. N'empêche que la question coloniale se pose avec une acuité de plus en plus grande. le Japon a besoin de débouchés pour ses marchandises et de terres pour ses ressortissants. Où les prendre ? Telle est la question qui se pose.

De prime abord, l'on pourrait supposer que la Mandchourie où la po-

pulation est relativement clairsemée, pourrait suffire à satisfaire les besoins du pays du Soleil Levant. Mais le Gouvernement japonais ayant étudié la situation de la Mandchourie est venu à la conclusion qu'il ne lui est pas possible de satisfaire à ces deux nécessités.

Le Japon évidemment peut utiliser les immenses richesses naturelles de la Mandchourie, telles que le charbon, le naphte, le bois dont le Japon a tant besoin pour son industrie et pour sa flotte. Que si le Japon du fait de sa marche à travers la Mandchourie a suscité des complications d'ordre diplomatique avec l'Amérique et l'Angleterre, il faut supposer que la Mandchourie est nécessaire au Japon pour d'autres fins. Dans le voisinage de la Mandchourie se trouvent les vastes provinces de l'Amour et du Littoral dans lesquelles la population est à ce point clairsemée que l'on compte à peine une moitié d'habitant par kilomètre carré. Le Japon n'a pu s'empêcher évidemment de jeter ses regards sur ces provinces et sur ces terres dont il a autant besoin que de l'air pour respirer. Le lecteur impartial ne peut ignorer ce fait et le Gouvernement soviétique de son côté ne peut s'empêcher de voir qu'un conflit avec le Japon pourrait bien en résulter. Craignant cette éventualité, le Gouvernement soviétique a établi des bases militaires et aériennes en Extrême-Orient. En dépit des relations diplomatiques, actuellement excellentes, le Gouvernement soviétique s'attend d'un jour à l'autre à un conflit avec le Japon.

Dans le même temps, du côté de l'Occident, les relations entre la Russie soviétique et l'Allemagne deviennent de plus en plus compliquées.

Or, l'Allemagne est le premier Etat européen avec lequel la Russie soviétique a signé un accord d'amitié à Rapallo. Ces deux Etats étaient les seuls intéressés à détruire le traité de Versailles et à affaiblir les pays vainqueurs.

L'on ne saurait cependant affirmer qu'après la conclusion dudit accord, les rapports entre l'Allemagne et la Russie soviétique aient été entièrement normaux; des difficultés surgissaient bien entre ces deux Etats, mais tout finissait par s'arranger en présence de « l'ennemi commun ». Ces difficultés sont bien connues. L'Allemagne, au point de vue industriel, est le pays le plus développé en Europe, conséquemment la classe ouvrière allemande est la plus nombreuse, la mieux organisée et de ce fait elle offrait un champ d'action attrayant pour le développement de la propagande communiste qui, on le sait, a plus d'une fois refroidi les rapports entre l'Allemagne et la Russie soviétique.

Avec la venue au pouvoir de Hitler, le décor changea complètement pour le pire, l'hitlérisme ayant déclaré la guerre au communisme et aux agents soviétiques en particulier. Ce fut le commencement d'une nouvelle politique.

Mais si le Japon en Extrême-Orient est un pays ayant une industrie exceptionnellement développée, il en est un autre en Europe centrale qui ne lui est pas inférieur dans ce domaine: c'est l'Allemagne. De même que le Japon, cette dernière cherche une issue pour ses marchandises et pour le trop plein de sa population. C'est donc en Russie, pays à population clairsemée, estime-t-elle, que l'Allemagne croit pouvoir trouver cette issue. Si d'autre

part, le Japon évite d'ébruiter le jeu de sa politique il n'en est pas de même des hitlériens qui, par la voix de Rosenberg et de Hugenberg proclame ouvertement ses intentions. En l'occurrence, l'Allemagne se trouve en présence de ce dilemme : a-t-elle affaire avec une Russie une et indivisible, c'est-à-dire avec le seul Gouvernement moscovite ou faut-il qu'elle prête son appui aux séparatistes de l'Ukraine, du Caucase, du Turkestan pour qu'ils constituent des Etats indépendants dans lesquels elle appliquerait une politique de principe qui lui livrerait les débouchés tant désirés et des terres pour la colonisation. En attendant, le Gouvernement allemand hésite, quant au choix de l'une de ces solutions. Pour le moment, il ne s'agit que de lutter contre le régime soviétique et d'utiliser la Russie selon l'une ou l'autre de ces vues : tel est le but du troisième Reich.

Quoi qu'il en soit, le danger que présente pour la Russie soviétique la nouvelle Allemagne est réel. Ce double danger : le Japon à l'Orient et l'Allemagne à l'Occident ne manque pas d'inquiéter le Kremlin.

Comme il a été dit au début, les facteurs intérieurs de leur côté ont joué un rôle très important dans la conclusion des pactes de non-agression. Ce n'est pas un secret pour personne qu'en ce moment la Russie soviétique traverse une crise économique et financière effroyable. Les bolcheviks ne peuvent dissimuler qu'au printemps dernier leur politique économique a subi un échec retentissant et que leur plan quinquennal a fait faillite. Un petit succès, il est vrai, a été enregistré dans l'industrie métallurgique et chimique, mais par contre dans le do-

maine de l'agriculture et de l'économie rurale l'on n'a pu constater que des résultats négatifs, si bien que la famine en Ukraine, au Caucase et au Turkestan a été plus terrible que celle de 1921.

N'est-ce point paradoxal de voir qu'en Amérique il y a profusion de blé et qu'en Russie, autrefois grenier de l'Europe, une terrible famine sévit. Dans le temps même où en Amérique l'on prend des mesures pour restreindre la production du blé, en Russie soviétique les malheureux habitants meurent littéralement de faim; des centaines de mille autres sont entièrement ruinés, des villages jadis florissants, des bourgs de l'Ukraine et du Caucase sont détruits. Les paysans que par la force des baïonnettes on oblige à travailler dans les kolkhozs se livrent à des actes de sabotage ainsi qu'on peut s'en rendre compte en parcourant les statistiques soviétiques où l'on voit que 50 % seulement des terres cultivables sont ensemencées, le reste des terres n'étant point travaillé. C'est ainsi que le régime soviétique se trouve acculé à une impasse; sa politique économique ne fait aucun progrès et d'autre part, le pouvoir soviétique ne peut revenir à une économie individuelle, une pareille entorse portée à son programme serait un coup fatal pour le régime. Ainsi une marche en avant se trouve liée à d'insurmontables difficultés, conduisant éventuellement à une catastrophe. Si l'on ajoute à cela, le mouvement national qui se dessine au Caucase en Ukraine, au Turkestan, non seulement parmi les nationalistes, mais encore parmi les communistes non-russes, l'on pourra mesurer l'importance du rôle que jouent les facteurs

intérieurs dans la politique étrangère de la Russie soviétique.

Les faits exposés ci-dessus donnent suffisamment une idée des complications intérieures et extérieures qui poussent le gouvernement soviétique à conclure des pactes avec les grandes puissances. La Russie soviétique doit évidemment se hâter de les conclure afin de s'assurer de la neutralité des Etats européens en raison du danger intérieur et extérieur qui l'inquiète.

Dès lors une question se pose. Quel intérêt ont les Etats d'Europe, chacun pris individuellement à conclure des accords avec les Soviets et à prolonger ainsi leur existence, car nul n'ignore que les bolcheviks se munissent de pactes dans le seul but

d'avoir quelque temps de répit pour renier ensuite leur signature au moment opportun. Les puissances qui comptent sur la Russie soviétique en tant qu'alliée forte et puissante seront un jour amèrement déçues. Le régime soviétique en décomposition sera, au premier choc extérieur, sapé dans ses fondements par les peuples soulevés de l'Ukraine, du Caucase, du Turkestan, de Tatarie et autres qui constituent les 55 % de la population de l'Union. Nous ne parlons pas ici du peuple russe qui lui aussi engagera la lutte contre le bolchevisme. Tout cela se fera à l'encontre des intérêts des Etats qui ont cru devoir miser sur le pouvoir soviétique.

Dr MIR YACOB.

.....

Glissement dangereux

N'est-il pas étonnant que depuis que la Société des Nations a cessé de s'occuper du conflit d'Extrême-Orient, celui-ci est en voie d'apaisement ? Ce fait paradoxal comporte une sévère leçon et un sérieux avertissement.

Tâchons de le tirer au clair.

Une zone neuralgique

Il existe un certain nombre de pays qu'on désigne par une expression imagée de « zones neuralgiques ». La Mandchourie en est une. Située entre trois empires — japonais, chinois et russe — cette contrée est devenue le théâtre d'incessants conflits, de luttes, d'in-

fluence et de rivalités entre voisins. Au cours de cette interminable lutte, le fait le plus saillant est, on se le rappelle, l'agression de la Russie qui, au début de ce siècle, franchit d'un bond un territoire aussi grand que la France et l'Allemagne réunies pour aller s'installer à Port-Arthur, sans se soucier de la souveraineté chinoise, pas plus que des intérêts vitaux du Japon et de la tranquillité du monde en général. On reconnaît l'œuvre à l'artisan : toujours cette même politique dénuée de scrupule qui s'illustra maintes fois en Europe aussi bien qu'en Asie par le mépris du droit des peuples, de ces peuples qu'elle bousculait, pour mieux les dépouiller de

tous leurs biens matériels et moraux, politique, disons-nous qui, après avoir englouti l'Ukraine, déchiré la Pologne et écrasé le Caucase, se dressa un jour contre Constantinople et arracha à la Turquie le traité de San-Stéphano. Seule une coalition diplomatique européenne mit fin à cette agression et barra la route à la marche russe vers la Méditerranée en créant les Etats libres de Bulgarie et de Roumanie.

En Extrême-orient, le rôle de cette « coalition européenne » échut au Japon qui, de ses nombreuses îles, toujours secouées par les forces mystérieuses de la nature, regardait ébahi la vague russe déferler jusqu'à ces lointains rivages. En présence de cette marée montante, quelle décision prendre ? Allait-il attendre ? Mais attendre **quoi** ? Le réveil de la Chine qui ne songeait même pas à se défendre ? Une coalition européenne ? ... Vain espoir ! Et l'ancien esprit des Samouraï se réveilla. Le Japon tira l'épée, refoula les hordes des envahisseurs et dégagait la Mandchourie de l'emprise russe.

C'est là un épisode entre mille, mais il n'en faut pas d'autres pour mettre en évidence le caractère « neuralgique » du pays. On aurait tort de penser qu'après la victoire japonaise tout fut entré dans l'ordre et que la tranquillité eût été rétablie. La Russie, sous le régime soviétique, reprit sa politique traditionnelle ; elle s'empara de la Mongolie extérieure sans coup férir et sans la moindre protestation de la part des puissances européennes, elle se mit à l'œuvre pour soviétiser non seulement la Mongolie, mais aussi la Mandchourie et toute la Chine. Une nouvelle vague non

moins redoutable que la première commença à déferler sur la mer du Japon. La Chine, de son côté, déversait toujours l'excédent de sa population sur la Mandchourie créant ainsi toutes sortes d'entraves au Japon dont les droits spéciaux en Mandchourie avaient été universellement reconnus. Il était évident qu'un nouveau conflit ne tarderait pas à surgir. Et une question d'une importance capitale se posait : que faire pour garantir la paix dans cette partie du monde ?

Nous avons, précédemment, fait allusion à deux Etats balkaniques. La seule réponse qu'on peut tirer de l'histoire est qu'il faut séparer l'un de l'autre les empires rivaux, toujours en conflit, par la création d'un Etat-tampon. La méthode a bien subi son épreuve et a bien prouvé son efficacité. Certes elle n'est pas toujours et partout applicable. Une certaine unité nationale et territoriale est toujours nécessaire. C'est ce que la Chine se refuse à admettre. Pour elle la Mandchourie ne serait qu'une partie intégrante de son territoire et toute séparation de ce pays ne serait qu'une entreprise pratiquement irréalisable et juridiquement inadmissible, quelque chose comme un attentat à sa souveraineté nationale. Est-ce bien fondé ?

Mandchourie

L'unité nationale se forge au cours de l'histoire. Jetons un regard sur ce passé.

Au XIII^e siècle la Mandchourie dominait la Chine, tout au moins jusqu'au Tonkin. En 1280, l'Empire de l'or, c'est ainsi qu'on désignait la Mandchourie, dut céder devant l'ouragan mongol déchainé par un fils de Gengis-Khan, Kubilaï. Celui-ci

établit la dynastie des Yuen qui pendant quatre-vingt-huit ans, fit peser une affreuse servitude sur la Chine.

En 1368, un soulèvement chinois chassa les Mongols et mit sur le trône la dynastie chinoise des Ming qui, pendant deux cent soixante-seize ans, régna à Pékin.

En 1644, un certain Nu Chen partit du Jehol pour reconquérir la souveraineté de ses aïeux mandchous. De nouveau, ce furent des Mandchous qui, durant deux cent soixante-huit ans, allaient s'installer à Pékin.

En 1911, un sursaut d'indépendance galvanisa les Chinois de Canton qui surent réaliser une éphémère union nationale de toute la Chine contre les usurpateurs mandchous. La révolution balaya le trône de la grande impératrice Tsseu Hi, et le docteur Sun Yat Sen proclama la république. La Chine n'était plus mandchoue mais la Mandchourie restait chinoise.

On voit bien la rivalité séculaire de deux peuples. C'est tantôt l'un qui domine, tantôt l'autre, sans jamais se confondre, l'un à l'autre. Les liens dynastiques brisés il semble tout naturel que chaque peuple reprenne sa liberté de mouvement car il n'y avait aucun autre lien. C'est ce qui est arrivé. Les événements ultérieurs ont bien prouvé que l'esprit et le caractère d'un peuple façonnés au cours d'une longue histoire ne s'effacent pas facilement, ils portent des germes indestructibles d'intégration nationale et doivent aboutir à cette intégration dans des conditions même les plus difficiles.

Quant à l'unité territoriale il saute aux yeux que la Mandchourie est délimitée d'une façon qui ne laisse

rien à désirer. Ce qui est saisissant de ce point de vue, ce sont les légendaires Grandes Murailles Chinoises. Fleuve, montagne, désert, rien ne saurait égaler ce tracé de frontière, unique au monde. C'est un aveu qui monte du fond des siècles et qui prouve que la Chine ne saurait prétendre sur les territoires situés au-delà de ces murailles. Elle s'est entourée elle-même de ces murailles et a tranché une fois pour toutes la question de frontière entre elle et la Mandchourie. L'argument est beaucoup plus convaincant que de volumineux rapports de différentes commissions, y compris celle de M. Lytton lui-même.

Après la révolution de 1911, la situation de la Mandchourie devint assez confuse. La Commission Lytton donne l'appréciation suivante : « Les relations avec le gouvernement central dans toutes les affaires militaires, civiles, financières et extérieures avaient pour base une coopération *volontaire*; des ordres ou des instructions exigeant une obéissance immédiate n'auraient pas été tolérés. » Cela veut dire que la Mandchourie se détachait de la Chine et évoluait lentement vers l'indépendance. En 1924, elle conclut avec l'Union Soviétique un traité concernant le règlement de quelques questions litigieuses ; elle entre donc dans la sphère des relations internationales. Enfin, le 1^{er} mars 1932, une assemblée nationale se réunit à Moukden qui comprenait 700 représentants des différentes provinces et des différents groupes ethniques. C'est cette assemblée qui décida de proclamer solennellement l'indépendance politique du pays. Le 9 mars l'assemblée promulgue une loi organique qui constitue en somme la constitution du nouvel

Etat. Elle affirme son attachement aux traités et à l'esprit de paix; elle déclare que le nouvel Etat se considérerait comme successeur quant aux obligations du gouvernement chinois pour sa part légitime; elle promet de protéger les étrangers, de respecter le principe de la porte ouverte, etc... Le dernier descendant de la dynastie, détrôné en 1911 et devenu sir Henry Pou Yi, accepte, après quelques hésitations, de devenir le chef du nouvel Etat, le régent du Mandchou-Kuo.

Il est vrai que, sur le territoire de cet Etat, existe une émigration chinoise considérable, mais le fait n'a pas d'importance au point de vue qui nous intéresse. Aucune immigration ne saurait changer le caractère d'un pays qui lutte pour son indépendance, ni lui barrer la route dans sa marche ascendante vers la dignité humaine. Toute immigration est libre de faire son choix : ou elle doit partager sans arrière-pensée le sort du pays où elle se trouve, ou s'en aller. Dans tous les Etats nouvellement créés sur les confins de la Russie, il y a beaucoup de Russes. Ils peuvent y rester naturellement, ils peuvent même garder leur nationalité mais à la condition de se conformer strictement aux lois et à l'autorité de l'Etat dans lequel ils se trouvent. Pourquoi ces règles universellement reconnues justes et équitables ne pourraient-elles point être appliquées à la Mandchourie?

Mais, objectera-t-on, la formation de l'Etat mandchou n'est pas naturelle, elle est artificielle. J'avoue que je ne comprends pas bien la portée de cette objection, car tout Etat est naturel, aussi bien qu'artificiel, c'est-à-dire qu'il est le résultat des forces de la nature et des efforts de

l'homme. Je ne vois pas bien où se trouverait cette ligne de démarcation qui les sépare. Mais laissons ces subtilités philosophiques dont la pointe est évidemment dirigée contre le Japon. On accuse le Japon d'avoir organisé et soutenu le mouvement national en Mandchourie. Et si cela était? S'ensuit-il que la Mandchourie n'a pas le droit de se défendre contre l'anarchie chinoise et contre le banditisme moscovite? S'ensuit-il qu'elle doit renoncer à son passé, à son avenir, se courber sous la domination étrangère, se sacrifier, mourir? C'eût été peut-être la meilleure solution du problème mais que voulez-vous, ces gens-là sont si indéliçats qu'ils ne veulent pas mourir. Placée dans une situation désespérée la Mandchourie dut chercher une issue, quelque courant susceptible de lui faciliter la lutte; elle dut choisir, entre les forces en conflit, celle qui paraissait pouvoir lui assurer plus de garantie pour sauver ce qu'on pouvait encore sauver de la liberté nationale. Cette force, ce fut le Japon et elle se tourna vers le Japon.

Certes, ce n'est pas pour les beaux yeux des Mandchous que le Japon a pris les armes. Il avait ses visées, il défendait ses propres intérêts, mais ne fallait-il pas en profiter, saisir des deux mains le courant favorable, ou, comme quelqu'un l'a dit, attacher le sort du pays à l'étoile d'une grande puissance pour tirer le char de la liberté nationale de l'ornière où il était embourbé? Peut-être cela a coûté cher à la Mandchourie, mais quel peuple opprimé ne consentirait pas à céder une partie de ses richesses à quiconque l'aiderait dans sa lutte et lui garantirait l'indépendance politique? Il y a des

valeurs au-dessus de tout marchandage.

Mais les défenseurs trop zélés de la domination chinoise ne voient là qu'une mise en scène savamment étudiée et montée avec art toujours par les méchants Japonais. Le peuple mandchou y serait absolument étranger et, par conséquent, la déclaration de Moukden n'aurait aucune importance. Un Benès peut déclarer l'indépendance de la Tchécoslovaquie dans une chambre garnie du Quartier Latin et cette déclaration aura toute l'importance désirable sur le plan national aussi bien qu'international. Mais la déclaration faite par une assemblée nationale non pas au Quartier Latin mais à Moukden, au cœur même du pays, et au cours d'une lutte acharnée pour l'indépendance, celle-là devrait être considérée comme nulle ! Passons.

Malgré ces critiques acerbes et les attaques dont ils sont victimes, les patriotes mandchous peuvent, à juste titre, s'enorgueillir de la grandeur de l'œuvre qu'ils ont accomplie. La Mandchourie libre n'est plus une zone neuralgique; érigée en Etat indépendant, elle met fin au conflit séculaire des trois empires qui l'entourent; elle ouvre en même temps une ère nouvelle à l'évolution normale du pays. C'est une œuvre de paix et de civilisation.

La S. D. N.

Quelle a été l'attitude de la S.D.N. devant ce fait accompli ?

Le 24 février, l'Assemblée de la S.D.N. a pris une résolution qui déclare la Mandchourie partie intégrante de la Chine et condamne le nouvel Etat mandchou comme une

création artificielle. Cette effarante résolution fut renforcée par un engagement pris aussi à l'unanimité de ne pas reconnaître cet Etat et de n'avoir avec lui aucune relation. Cet engagement, qui nous paraît juridiquement assez mal fondé, soulève des questions extrêmement délicates car il exige la rupture complète de toute relation : diplomatique, financière, commerciale, ferroviaire, postale, télégraphique, etc. On ne saurait rien imaginer de plus pour tuer dans l'œuf la liberté d'un peuple. Mais pourquoi ? « Parce que, dit la résolution, la reconnaissance de ce nouvel Etat n'est pas compatible avec les principes fondamentaux des obligations internationales ».

Nous voilà en pleine contradiction.

En présence d'une résolution aussi catégorique nous sommes bien obligés de poser une question d'importance capitale que voici : quel est le but suprême de la S.D.N. ? Si c'est l'intangibilité des frontières établies en 1919, la S.D.N. a bien raison. L'article 10 du Pacte prescrit, en effet, le respect de l'intégrité territoriale de chaque Etat, mais il y en a d'autres qui prévoient une procédure de revision des traités inapplicables ou devenus caducs. Il est permis d'en conclure que le respect des frontières n'est qu'un moyen, peut-être des plus importants, mais tout de même un moyen, pour le maintien et la consolidation de la paix. C'est l'idée de paix qui prime et qui domine toutes les autres.

Il ne pourrait en être autrement. L'océan humain n'a jamais été dompté par des formules juridiques. Il est toujours en perpétuel mouvement, il a ses flux et ses reflux, ses montées et ses baisses suivant le

rythme mystérieux de l'évolution du monde. Ce mouvement se traduit dans la réalité politique par des déplacements de frontières, d'abord imperceptibles puis de plus en plus visibles et réels. S'opposer à ce mouvement d'une façon rigide et irréductible, vouloir maintenir toutes les frontières quelles qu'elles soient et encore pour toujours, *ad æternitatem*, c'est une idée chimérique qui n'a jamais effleuré l'esprit des glorieux créateurs de la S.D.N.

Il y a dans le monde nombre de peuples sans armature étatique mais qui n'en aspirent pas moins à se forger cette armature si nécessaire à l'époque où nous sommes. Il y en a d'autres qui eurent cette armature mais submergés par une invasion barbare, furent brisés et pliés sous une domination étrangère. Qui pourrait leur interdire un sursaut national pour se libérer du joug qui les opprime, redresser leur vie nationale et rejoindre les autres peuples plus avancés et plus heureux dans la plénitude de leur liberté nationale? L'histoire de l'humanité n'est-elle pas une preuve désolante peut-être mais indiscutable que les empires, même les plus puissants, s'en sont allés souvent lambeau par

lambeau pour faire place à l'épanouissement spontané d'autres vies, d'autres peuples. Dresser un barrage infranchissable à cet épanouissement, ce n'est évidemment pas le rôle assigné par l'histoire à la haute Assemblée de Genève.

On nous objectera peut-être que la S.D.N. étant une organisation fondée sur le droit, ne pouvait prendre une décision contraire au droit. Naturellement. La Chine avait droit de solliciter l'aide et l'assistance prévues dans l'article 10 du Pacte, mais exclusivement dans un cas d'agression *extérieure*. Or, la Chine déclare elle-même que la Mandchourie ne serait qu'une partie intégrante de son territoire, par conséquent, elle reconnaît que la lutte de la Mandchourie pour son indépendance ne peut être qualifiée d'agression *extérieure*. L'article 10 n'est donc pas applicable.

C'est là, sur la pente de cet article, que s'est produit le glissement dangereux de la grande institution genevoise dont la résolution relative à la non-reconnaissance du nouvel Etat du Mandchou-Kuo nous paraît contraire à la lettre aussi bien qu'à l'esprit du Pacte.

G. G.



La Famine en Ukraine

La famine qui dévaste actuellement l'Ukraine avec une virulence qui dépasse les plus mauvais jours de 1921 ne saurait être expliquée par d'autres causes que celle de l'occupation de ce pays, l'un des plus fertiles du monde, par la puissance soviétique. Des différents témoignages jusqu'à présent établis, des recherches faites quant à la situation, il ressort trop clairement qu'il s'agit d'une famine en tous points organisée, et pour ainsi dire commandée, constituant un châtiment imposé à des populations rebelles, coupables de « déviations nationalistes », et de plus en plus réfractaires au communisme.

Lentement, mais étendant peu à peu son étude du fléau dans une sûre progression, la presse européenne a commencé à s'émouvoir d'un état de choses qui dure en fait depuis février dernier, et menace, avec les mois qui suivront, de prendre une acuité nouvelle. Etude insuffisante encore, mais d'après laquelle il est possible de faire saisir à l'opinion mondiale le véritable, l'essentiel aspect d'une situation qu'on pourrait qualifier de « honte du XX^e siècle ».

Nous donnons ci-dessous un aperçu de cette presse européenne, parmi laquelle, par la sûreté de son information, la générosité de son initiative, la presse suisse tient une place tout à fait à part.

Contraints de nous limiter par suite de l'espace dont nous disposons, nous ne reproduisons, ici, que quelques coupures d'articles importants publiés au cours du mois d'août dans la grande presse.

En France, le *Matin* (29 et 30 août) prêta le premier et généreusement ses pages à la détresse des populations de l'Ukraine; c'est donc à lui qu'incombe l'honneur d'avoir ouvert les yeux des Français sur un état de choses qui ne pouvait demeurer plus longtemps ignoré. Les articles parus alors, dûs à la plume de Mlle Suzanne Bertillon qui, depuis son voyage en U.R.S.S., s'est consacrée à la noble tâche de démasquer les Soviets et de défendre la cause des nationalités prisonnières de l'Union Soviétique, eurent un grand retentissement et furent reproduits largement par la presse française et étrangère. Parlant de l'Ukraine, dans un de ses articles, elle peint l'actuelle situation de cette nation en ces termes :

« Elle est sous la souveraineté exclusive de Moscou et contre sa volonté sous le régime communiste.

« C'est d'ailleurs pour réduire à néant tous les éléments irrédentistes que le gouvernement soviétique a organisé systématiquement l'effroyable famine qui sévit actuellement dans l'espoir de détruire définitivement tout un peuple qui n'a eu d'autre tort que d'aspirer à la liberté.

« La famine est cantonnée en Ukraine et dans le Caucase du Nord; dans les autres parties de l'U.R.S.S., la population est rationnée mais peut se nourrir. »

Mlle Bertillon reproduit ensuite le très intéressant témoignage d'une paysanne américaine d'origine ukrainienne, de retour après un voyage en son pays natal, témoignage qui, outre l'intérêt de sincérité dégagé présente celui d'être sans doute le dernier qu'on ait pu recueillir, puisque désormais, l'accès de l'Ukraine est interdit aux étrangers, en particulier aux journalistes. En voici les principaux passages :

« Nous quittâmes Kiev pour les villages des environs où nous avons
» laissé de la famille. Quelle ne fut pas notre surprise de voir à la
» place des villages riants et coquets que nous avions autrefois quitté,
» des ruines lugubres, pas une fleur, des palissades arrachées, des arbres
» sans feuilles, un silence désespéré, plus de chiens aboyants, plus
» de basses-cours, une atmosphère de mort. Comme nous arrivions à
» notre village natal, le cœur oppressé, nous descendîmes du train et
» vîmes venir à nous la population. Les gens paraissaient énormes :
» « Eh bien ! pensai-je, on nous a trompé, ces gens sont très gras, donc
» très bien nourris », mais, comme ils s'approchaient, nous aperçûmes
» alors que cet embonpoint était dû à l'enflure des membres. Ils
» étaient, en outre, couverts de plaies suppurantes et dégageaient une
» odeur effrayante de pourriture ; à la place des vêtements ils étaient
» couverts de guenilles.

...« Je demandai alors s'il y avait une épidémie pour que tout le
» monde soit couvert d'abcès et tellement enflé. Chacun redoutait de
» me répondre, car on est terriblement espionné, toute délation véri-
» fiée est récompensée d'un peu de nourriture — et que ne ferait-on
» pas pour recevoir un morceau de pain ! — bref, j'appris que, poussé
» par la faim, afin d'avoir quelque chose dans l'estomac, on mangeait
» les feuilles des arbres, on grattait les troncs pour manger l'écorce,
» on essayait de faire avec de la sciure et des mauvaises herbes, un
» agglomérat qu'on mangeait : que tout le monde allait mourir et que
» pourtant les récoltes étaient belles, mais qu'on ne pouvait y tou-
» cher car elles étaient gardées par des sentinelles juchés sur des
» guérites et ayant mission de fusiller tous ceux qui s'approchaient des
» champs.

» Je quittai ce village maudit pour la campagne de Podolie où
» vivaient ma mère et mes frères, à Pysarivka. Je trouvai là-bas la même
» désolation, ma maison vide. Je demandai alors si mes parents avaient
» déménagé.

» — Non, ils sont morts...

» — Mais c'est impossible : j'ai encore reçu une lettre il y a un
» mois.

» — Ils sont morts depuis, ils sont morts de faim. Nous allons tous
» mourir. Dans ce village de 800 habitants, 150 déjà sont morts depuis.
» le printemps dernier, alors que pendant la guerre 7 des nôtres seule-
» ment ont été tués. Il n'y a eu que deux naissances cette année dont
» un enfant mort-né. Ah ! si seulement on pouvait venir à notre aide !

» — Mais n'y a-t-il pas une autorité à qui vous puissiez faire appel ?



» — Personne. Ce sont les autorités elles-mêmes qui sont les plus
» acharnées à nous détruire. On veut nous faire périr, c'est une famine
» organisée. La moisson n'a jamais été aussi belle, mais il nous est
» interdit d'y toucher. Si nous sommes surpris coupant quelques épis
» c'est la geôle ou la fusillade, et dans la geôle, au bout de trois semaines, on meurt d'inanition.

» J'ouvris alors mes paquets de farine et de harengs, ils se jettèrent
» dessus, prenant la nourriture à pleines mains, l'avalant aussi vite
» que possible. C'était un spectacle effrayant de voir ces malheureux se
» gaver de la sorte.

» — Arrêtez, leur dis-je, vous allez vous étouffer, vous n'êtes plus
» habitués à manger autant à la fois; faites cuire la farine.

» — Non, non, nous voulons manger. Ah! avoir de la nourriture
» dans l'estomac! Laissez-nous manger. Vous ne savez pas ce que c'est!

» Hélas, deux d'entre eux devaient mourir dans la nuit. Leur estomac n'était plus habitué à digérer...

» Je me fis conduire alors à quelques verstes du village, chez
» des amis qui vivaient encore. Il était tard quand j'arrivai chez eux et,
» quand la nuit fut venue, ils me supplièrent de rester chez eux.

» — Il est trop dangereux de sortir maintenant, vous risquez d'être
» assassiné : pour manger, il n'est pas de crime que les gens ne
» commettent.

» Je ne pus dormir parce qu'à chaque instant les enfants se réveillaient en pleurant « hliba, hliba, holodni (1) » criaient-ils en pleurant.

» Les parents les faisaient taire, mais, deux minutes après, le chœur recommençait.

» — Est-il vrai, demandai-je à leurs parents, que la misère est telle
» qu'il y ait des cas d'anthropophagie ?

» — C'est pourquoi nous n'avons pas voulu que vous sortiez ce soir. Les gens qui s'aventurent à cette heure risquent d'être assassinés
» pour servir de pâture à ces malheureux. Quand les gens meurent,
» on les enterre sans cercueil. On jette sur leurs cadavres quelques
» pelletées de terre et la nuit, on va les déterrer. Les Kripak du village
» de Tchahiv ont achevés leurs deux enfants et les ont ensuite mangés.
» Quelques jours après, ayant appris qu'un enfant venait de mourir
» ils l'ont déterré.

» Dans un village aux environs d'Odessa, une femme de Kiev était
» allée voir son filleul, enfant de sept ans. Lorsqu'elle entra dans la
» maison elle vit les deux parents affalés sur leurs chaises, la regardant
» d'un air hébété.

» — Où est mon filleul?

» Pas de réponse. Après une longue hésitation, ils la conduisirent
» vers le garde-manger, et là, dans une terrine, elle vit des quartiers

(1) Du pain, du pain, nous avons faim.

» de viande salée... Ah! qui nous viendra en aide, qui nous délivrera!
» qu'avons-nous fait pour souffrir de la sorte. »

Mlle Bertillon termine son article en mentionnant les initiatives déjà prises en vue d'une action de secours : le memorandum du docteur Ewald Ammende et l'appel du cardinal Innitzer, archevêque de Vienne.

Nous reproduisons ici un passage de cet appel qui a fait le tour de la presse mondiale et qui, il faut l'espérer, ne restera pas sans écho :

« Dans plusieurs mois, la catastrophe atteindra son point culminant et des millions de vies humaines seront sacrifiées. Continuer à se taire, dans ces conditions, serait rendre le monde civilisé mille fois plus responsable de la mortalité en masse qui décime la Russie, partager l'opprobre d'un temps qui voit des parties entières du monde étouffant sous la surabondance des céréales et autres produits alimentaires au moment même où les populations de l'U.R.S.S. sont en proie à la famine et de ses conséquences : infanticide et cannibalisme. Au nom des lois éternelles de l'humanité et de la charité chrétienne, nous élevons notre voix en nous adressant à toutes les organisations et milieux du monde entier, qui se réclament des principes humanitaires et de la justice, afin qu'ils entreprennent, avant qu'il ne soit trop tard, une action de secours internationales et interconfessionnelle. »

Voici comment la *Neue Zürcher Zeitung*, toujours admirablement documentée sur les questions de l'Est européen et ayant publié de nombreux articles sympathisants, tout en restant impartiale, sur l'Ukraine, présente le mémorandum susmentionné du secrétaire général des congrès européens des nationalités :

« Le Dr Ewald Ammende a entrepris une large action internationale de secours pour les régions éprouvées par la famine de l'U.R.S.S., dans l'esprit de l'« action Nansen » de 1921. Ses relations très étendues avec les populations non-russes (Allemands, Ukrainiens, Blanc-Ruthènes, etc.) habitant l'Union Soviétique et les nombreux témoignages par lui recueillis des affamés qui, malgré la frontière sévèrement gardée du côté russe, fuient en nombre toujours croissant, en Finlande, Roumanie, Pologne, Esthonie et Lettonie, complètent le tableau qui se dessine avec une effrayante précision d'après les rapports des observateurs étrangers. Le projet du Dr Ammende éveille des pensées pénibles sur la situation politique et économique mondiale et l'argumentation de l'auteur du projet mérite une attention sérieuse. »

De ce mémorandum, très long et qui épuise la matière, nous détachons une phrase impressionnante :

« Le plus tragique de la situation actuelle est le fait que l'hiver prochain, indubitablement va commencer la seconde période de la mortalité en masse. »

D'autres voix en France s'élevèrent pour éclairer l'opinion publique sur les événements tragiques en Ukraine.

Le Petit Marseillais du 30 août publie un article fort intéressant de M. Robert de Beauplan, dont voici un passage :

« L'opinion publique s'est émue des révélations faites sur l'effroyable famine qui ravage actuellement l'Ukraine, où des villages entiers disparaissent¹, tous leurs habitants étant morts de faim. Cette famine, toutefois, est due en grande partie à la volonté des Soviets, qui cherchent par ce moyen à punir l'Ukraine de sa longue résistance nationale. L'histoire de l'Ukraine et de la terreur rouge qui y sévit est une des plus lamentables de l'après-guerre... »

M. Emile Buré dont l'indépendance d'idées, reflétée dans l'organe qu'il dirige et qui compte parmi les plus importants dans l'orientation politique du moment, ouvrit à son tour les colonnes de l'*Ordre* publiant (le 10 et le 13 septembre) deux articles où M. Charles de Peyret-Chappuis donne la touche finale à ce tableau impressionnant avec une vigueur et une conviction qui confèrent une valeur particulière à son étude dénotant une connaissance réelle et approfondie de la question. Nous en extrayons les passages suivants :

« Un Polonais établi en Ukraine, ancien gérant d'un kolkhoz, homme estimé, connu, vient, avec l'autorisation du gouvernement soviétique, de gagner, le 31 juillet dernier, la Pologne, où sont établis ses enfants. Il nous livre une statistique concernant le mouvement de population des principaux villages de son district. Elle n'est pas sans intérêt, comme on en pourra juger.

« (Arrondissement de Kalinowka).

« *Villages* : Zaliwanszczyzna, 1932, 3.500 habitants; 1933, 1.500 habitants. Niemerzyncze, 1932, 700 habitants ; 1933, 4 ou 5 familles. Kumanowka, 1932, 3.000 habitants; 1933, 4 ou 5 familles. Monczyne, 1932, 1.800 habitants ; 1933, 1.300 habitants.

« (Arrondissement de Koziatyn).

« *Villages* : Hubince, 1932, 600 habitants; 1933, 110 habitants. Soszansk, 1932, 1.500 habitants ; 1933, 800 habitants. Zazulince, 1932, 2.800 habitants ; 1933, 2.320 habitants.

« Ce n'est là qu'un exemple entre mille, peut-être point même le plus terrible, le plus marquant. La bourgade de Somhorodek avait 3.000 habitants en 1932 : elle en possède aujourd'hui deux cents. Les hommes meurent en certaines localités dans la proportion de 80 pour cent : ces cadavres, les autorités n'autorisent leur ensevelissement qu'après décomposition totale, de crainte que les gens ne les déterrent aussi pour s'en nourrir. L'interview de Martha Stebalo, cette paysanne d'origine ukrainienne, revenant en son pays après vingt ans d'absence (*Matin*, 29 août 1933), nous peint la situation sous des traits tels que trop de gens, insuffisamment renseignés, par l'ignorance, veulerie, ont crié à l'invraisemblance. Invraisemblance, hélas ! d'une sinistre, palpable vérité. « Le sang des ouvriers imprégnant les terres noires de l'Ukraine, appelle la vengeance du ciel, est-il dit dans l'appel de l'Évêque grec-catholique ukrainien; la voix des moissonneurs affamés s'est

élevée jusqu'aux oreilles du Seigneur tout puissant. » Il faut qu'elle s'élève aussi jusqu'aux oreilles de ceux qui, sur cette terre, ne veulent point entendre, rien comprendre, s'enfoncent, en dépit de tout événement, au sein des plus meurtrières illusions.

Devant une telle catastrophe, on se demande avec effroi, inquiétude, comment un gouvernement a pu laisser les choses en venir là. Rapprochant l'actuel fléau de certaines déclarations faites au nom d'une puissance voisine, au sujet d'une éventuelle colonisation de l'Ukraine, se souvenant du sentiment nationaliste toujours vivace en ce pays, il est à craindre que certains motifs de politique inhumaine et condamnable, aient conduit les moscoutaires à se croiser les bras, à laisser faire, peut-être même à favoriser sous-main. Indépendamment de l'horreur d'une telle conduite, comment n'en point sentir la maladresse ? Trop tard, les Soviets se sont aperçus des conséquences de la situation. Bien que sans armes, voyant par conséquent ses efforts d'avance voués à l'insuccès, poussée par ce désespoir qui refuse de peser, d'envisager toute chose de sang-froid, la population, un peu partout, se révolte. Chaque jour, éclatent insurrections partielles, soulèvements contre les exactions communistes. Des combats véritables eurent lieu près de Kiev, 10.000 paysans affamés s'étant dirigés sur la ville pour piller les magasins de vivres. A Kharkov, la situation est aussi menaçante; les ouvriers assiègent fabriques, entrepôts. *D'après le Svenska Tidende, dans la seule province de Kiev, les insurgés sont au nombre de 500.000, les lignes de chemins de fer ayant dû être occupées par les troupes rouges.*

« Le temps n'est plus, malheureusement, où une insurrection de bandes braves et armées de faux pouvait un instant balancer la puissance de troupes organisées. Nous ne sommes plus aux époques héroïques de l'insurrection polonaise de 1830: un siècle s'est écoulé, apportant à l'homme — plus clair d'une civilisation dont il est fier — de nouveaux et plus invincibles moyens de destruction. Que peut le courage désespéré des paysans ukrainiens contre l'aviation de l'« Ossoaviachim », ses gaz asphyxiants, les régiments réguliers venus de Moscou? Le sacrifice de ces malheureux n'a d'autre sens que celui d'une protestation dernière, élevée contre la plus insupportable des tyrannies; il ne faut point que l'indifférence du monde le rende entièrement vain, qu'à leurs souffrances matérielles s'ajoute l'intime conviction qu'ils demeurent solitaires et ignorés, que l'opinion publique se désintéresse de leur sort. »

Le *Journal de Genève* qui a toujours pris la défense des grandes causes humanitaires et spécialement celle des nationalités opprimées en U.R.S.S., a publié plusieurs articles très documentés sur la situation terrible en Ukraine. Nous reproduisons ici un passage très clairvoyant de l'article signé P.-E. B. et, paru à la date du 26 août :

...« Moscou voulait surtout gagner les intellectuels. Mais les concessions faites à la langue ne l'étaient pas à la liberté de pensée. Sur ce

point comme sur celui de la liberté, l'« intelligentsia » ne transigea pas. Devant les pires dangers, elle ne faiblit point, et c'est là l'un des plus nobles titres de gloire de l'Ukraine. Les Soviets les abattirent sans merci. Le procès monstre de Kharkov, précédé de plusieurs autres, déféra aux assises 45 intellectuels accusés d'avoir créé une « association pour la libération de l'Ukraine » et comploté la séparation d'avec l'Union Soviétique...

« ...En un seul mois, celui de février, le tribunal de Kharkow prononça 1.500 condamnations à mort... L'Ukraine, cependant, était loin d'avoir achevé l'ascension de son calvaire... La collectivisation des campagnes en U.R.S.S., décrétée au moment où fut mis en application le plan quinquennal, fut un coup droit à l'économie et à la nationalité ukrainienne... Cette grève agricole se produisit sur tout le territoire de l'U.R.S.S., mais nulle part elle ne prit comme en Ukraine les proportions d'une lutte nationale. Staline ne s'y trompa point. Les Soviets se trouvaient menacés dans leurs œuvres vives, au moment même où ils avaient le plus besoin de claironner au dehors le succès de leur plan. *Ils frappèrent donc l'Ukraine sans pitié...* Le régime soviétique ne s'appuie plus en Ukraine que sur le Guépéou et les baïonnettes. Les communistes eux-mêmes se sont tournés contre lui. Cette situation est critique pour Moscou, au moment où la famine décime l'empire de la frontière roumaine à l'Oural et au Caucase. Que la révolte éclate et se partage, l'armée dispersée sur une immense étendue, risque d'être exterminée par petits paquets dans une guérilla féroce... *L'Ukraine reste, en cet été 1933, l'été de la famine, le point névralgique de l'Europe Orientale.* Autour d'elle se nouent des intrigues politiques et des calculs savants, tandis que par centaines de milliers ses paysans affamés meurent sur la terre grasse. Et plein d'inquiétude, Staline remet à l'un des chefs du Guépéou, Akoulouff, des pouvoirs discrétionnaires. A nouveau la terreur rouge déferle sur l'Ukraine. »

Le même journal publie, le 8 septembre, l'information suivante qui jete une nouvelle lumière sur les circonstances tragiques dans les pays non-russes de l'Union Soviétique et qui devrait attirer l'attention des dirigeants de la politique internationale :

« Colonisation russe en Ukraine orientale. »

« Le correspondant du *Times* à Riga attire l'attention du public sur les mesures soviétiques connues sous le nom de « Plan de colonisation et d'établissement ». Le comité central exécutif de l'U.R.S.S. vient de créer un comité spécial chargé d'appliquer ce plan sous la direction de M. Muraloff, ancien commandant rouge du district militaire de Moscou. Ce plan a pour but d'absorber les paysans réfractaires au régime de la communisation. Depuis la fin de 1932, — écrit le *Times* — ce plan a été mis à l'essai dans le Caucase du Nord. La loi martiale fut proclamée et *visa à la destruction des communautés cosaques* (surtout ukrainiennes). La population de villages entiers fut chassée de chez elle et transportée dans les parties éloignées de la Sibérie, tandis que des paysans venus d'autres parties de la Russie venaient prendre sa place. Ces

opérations furent exécutées sur une vaste échelle. Pendant des mois, les troupes chargèrent des trains entiers de fermiers cosaques, quelques uns avec leurs familles, dans des wagon à bestiaux, et ces gens, vêtus légèrement, furent expédiés vers des destinations inconnues. Dans certains villages, les soldats enlevèrent tous les hommes, laissant les femmes et les enfants jusqu'à ce que des paysans immigrés viennent peupler les kolkhoz. Ailleurs, les maisons furent simplement brûlées et les fuyards fusillés. La plus grande partie des cosaques de Kouban fut ainsi « physiquement détruite », pour employer l'expression soviétique. (On se souvient qu'en novembre 1932, un district du Kouban s'étant révolté, l'insurrection fut noyée dans le sang. Les troupes soviétiques ne firent aucun quartier. Hommes femmes et enfants furent massacrés; 15.000 personnes périrent. *Red*). Bien que les récoltes de 1932 aient été officiellement reconnues comme étant dangereusement inférieures au Plan (quinquennal), les surfaces ensemencées cette année sont encore inférieures. Le gouvernement a cependant déclaré que l'expérience avait réussi politiquement. Les koulaks de ces régions continuent à être déportés dans le nord. Un grand nombre a été transporté à Dmitroff, à 40 milles de Moscou, afin d'y construire la plus récente des œuvres de l'Ogpou, un canal reliant Moscou à la Volga. M. Maxime Gorki s'est récemment rendu dans la région afin de prononcer un grand discours à l'occasion de l'inauguration des travaux. »

La *Liberté* de Fribourg du 28 août, expose la situation en Ukraine avec beaucoup de clairvoyance :

...« On peut se demander quelles sont aujourd'hui les mesures d'ordre pratique qu'a prises le gouvernement pour remédier aux grosses difficultés économiques de l'heure présente. Chose étrange, ces mesures ne sont plus de l'ordre économique. Toutes les réformes envisagées depuis le début de l'année par Staline et un état-major affolé relèvent de l'ordre politique ou plus exactement policier et terroriste. Le système d'espionnage, de délation et d'oppression, qui a fait jusqu'ici ses preuves dans les villes, va être introduit à la campagne sur une échelle inconnue auparavant et sous forme de création de « sections politiques », auxquelles incombera la tâche de contrôler et de diriger tout ce qui se fait dans les régions soumises à leur activité. Or, psychologiquement parlant, cette innovation paraît être impair de la part des Soviets. Les chefs des « sections politiques », pour la plupart des citadins considérés par les agriculteurs comme des intrus, sont en même temps des incompetents pour la tâche qui leur a été confiée. Fréquents sont les conflits poussés à l'extrême entre eux et les communistes locaux acquis à certaines revendications. Ces derniers, instruits par l'expérience des mois précédents, ne peuvent que s'opposer sous main aux livraisons exagérées des récoltes ordonnées par le gouvernement central, si nécessaires cependant à l'alimentation des producteurs eux-mêmes. La presse soviétique s'est fait l'écho de ces graves dissentiments qui vont causer un tort considérable à la « campagne du blé » organisée par le gouvernement. Le but essentiel de cette campa-



gne homicide n'est-il pas, en effet, de priver au plus vite et aussi complètement que possible des « kolkhoses » de la presque totalité de leur récolte, pour assurer le ravitaillement des grands centres, des fonctionnaires et de l'armée rouge? Actuellement, la Russie présente un singulier spectacle, celui d'un *gouvernement en guerre avec ceux qui ont produit le grain à la sueur de leur front*. Au beau milieu des champs sont édifiées des tourelles d'observation, garnies de troupes et même de mitrailleuses pour empêcher le paysan de toucher à la récolte qu'il vient de produire. Toute cette mobilisation, accompagnée de troupes de cavalerie et même d'avions, est dirigée contre les coupeurs d'épis pour les empêcher de s'approprier leur bien, cet acte étant puni des peines les plus sévères. La population, après avoir cruellement souffert de la récente famine et prévoyant le retour de ce tragique fléau, conduit en ce moment une lutte acharnée contre un gouvernement pour lequel la victoire est une question de vie ou de mort. Jusqu'ici, les moyens terroristes appliqués par lui ont réussi, mais, par ailleurs, le sabotage par la population rurale des réquisitions de blé a atteint un degré précédemment inconnu, cela de l'aveu même de la presse soviétique. »

La presse belge (la *Province de Namur*, la *Gazette de Bruxelles*, le *Matin* (Anvers), la *Province Belge*, la *Libra*, etc., etc...) a ouvert largement ses colonnes aux informations sur la famine en Ukraine et sur ses causes. Faute de place, nous ne pouvons citer ici de nombreux articles très documentés, en particulier ceux de M. Yerdal et de M. Soulié qui méritent une attention spéciale.

Des journaux français (le *Temps*, le *Journal du Commerce*, le *Républicain Orléanais et du Centre*, la *Dépêche de Toulouse*, etc...), anglais (le *Morning Post*, le *Manchester Guardian*, le *Daily Telegraph*), autrichiens (la *Reichspost*, le *Neues Wiener Journal*), polonais (le *Czas*, l'*Illustrowany Kurier Codzienny*, l'*A.B.C.*), allemands (*Berliner Borsen Courier*, *Germania*, *Hamburger Nachrichten*, *Hamburger Fremdenblatt*), hollandais (*Telegraf*, *Neuwe Rotterdamsche Courant*), italiens (*Osservatore Romano*, la *Stampa di Torino*), suisse (le *Courrier de Genève*, la *Gazette de Lauzanne*, *Neue Zürcher Zeitung*, *Basler Nachrichten*, *Basler Volksblatt*, *Neue Basler Zeitung*, *Rorschacher Zeitung*, etc..., etc.) et autres ont consacré des notices et des articles à la situation tragique de l'Ukraine en détresse, qu'il nous est impossible de reproduire ici mais qui leur ont valu une reconnaissance émue de la part de tous les Ukrainiens.

O.L.T.-K.



Au Turkestan

(„L'héritage du passé" au Kazakstan)

Le sous-titre qu'on vient de lire « L'héritage du passé » est une formule bien souvent employée par les bolcheviks pour préciser les faits qui se sont passés avant la révolution d'octobre. Sous cette formule il faut entendre tout ce qui est mauvais, l'ensemble des injustices nationales politiques et économiques, l'oppression et la dévastation; en un mot tout ce que le pouvoir soviétique était appelé à combattre. « L'héritage du passé », c'est la haine entre nationalités, les rapports dédaigneux impérialistes des Russes envers les Turkestanais, la méfiance et l'hostilité des Turkestanais envers les Russes. C'est encore tout ce qui constituait la base des rapports hostiles entre les allogènes du Turkestan et le pouvoir soviétique, ce qui empêchait la consolidation du pouvoir soviétique. Mais voici que du jour où le « plan quinquennal » reçut un commencement d'exécution, les Bolcheviks se mirent à parler plus rarement de « l'héritage du passé », si bien que ces dernières années, cette expression a cessé d'être employée. Par cela même le pouvoir soviétique a souligné la fusion morale des Turkestanais avec ce pouvoir, la confirmation de l'idéologie bolcheviste, la suppression de toutes les traces d'injustices et lorsque, dans les colonnes de *Prométhée* ou de *Yach Turkestan* nous démontrons faits en main, que la politique soviétique au Turkestan et au Kazakstan en particulier suscitait au sein de la population cette même hostilité, sinon davantage,

que celle du gouvernement russe d'avant la révolution, la presse soviétique nous accusait de tenir un langage mensonger. Et pour mieux montrer les grands succès remportés par les Bolcheviks, cette même presse soviétique fournissait des chiffres fabuleux, énumérait toute une série de victoires, inconnues dans le monde et les journaux du Turkestan se couvraient de signatures de « travailleurs et d'ouvriers » turkestanais ayant pour but de nous convaincre que tout était bien fini avec « l'héritage du passé » et que le Turkestan était bien un « paradis terrestre ».

Mais voici qu'au dernier sixième plenum du Comité régional du parti communiste du Kazakstan l'expression « héritage du passé » fut de nouveau prononcée dans les discours des leaders du parti. Cette expression était employée dans le même sens qu'avant qu'il fut question du « plan quinquennal » et des « kolkhoz ». On parla même de la ruine de la population kazake, de l'élevage, du retour à la vie normale des nomades et semi-nomades passés à la vie sédentaire; on parla encore des difficultés de l'alimentation, (en d'autres termes de la famine) laissant ainsi voir aux délégués réunis au plenum une situation effroyable, sans issue pour les habitants du Kazakstan. « Héritage du passé », « vil mensonge », « contre-révolution!... ». Tout cela était dit, non à l'adresse des représentants du passé, du régime d'avant la révolution, mais bien à l'adresse de ceux

qui se trouvaient à la tête de l'ancienne direction du Comité du parti communiste du Kazakstan, à l'adresse et par rapport à l'activité de Golochtchekine, de Katchiani, etc., coupables d'avoir conduit le Kazakstan à une situation telle qu'il avait fallu parler, en plein plenum du parti, de l'« héritage du passé » comme si cela touchait à « l'héritage » d'un passé lointain, d'un passé d'avant la révolution ou, pour mieux dire, en employant l'expression préférée des Bolcheviks, d'un passé impérialiste — colonisateur.

Ledit Golochtchekine passa un temps assez long au Kazakstan, à une époque antérieure à la « contre-révolution trotskiste ». Il était considéré comme « l'un des plus fermes et des plus instruits d'entre les membres du parti leniniste. Il fut même appelé à Moscou pour prendre part au procès contre les trotskistes. Ses paroles, ses décisions au Kazakstan avaient quelque chose de sacré. Ses discours, ses propres expressions ornaient les colonnes des journaux du Kazakstan et il n'était point de Kazak communiste qui, désireux de se montrer bolchevik-stalinien, ne citât quelques phrases de Golochtchekine. Or ce dernier, émettait non seulement des conceptions à lui sur le Kazakstan, mais encore les décisions du parti et du gouvernement central applicables au Kazakstan. M. Golochtchekine annula le décret autorisant l'émigration des Russes au Kazakstan, c'est-à-dire que de sa propre autorité il annula une décision du Comité central exécutif et du Conseil des commissaires de la République fédérative de Russie, suspendant ainsi à l'avenir et jusqu'à la fixation complète de la population nomade du Kazakstan, l'immigration des Rus-

ses dans ce pays. Par cela même, il changea complètement la marche et l'orientation de la politique soviétique concernant le passage à la vie sédentaire des nomades et des semi-nomades du Kazakstan : toutefois les meilleures terres du Kazakstan se trouvèrent dans la main des Russes et il ne resta aux Kazaks que ce que les immigrants russes estimèrent impropre à toute culture.

Golochtchekine, et avec lui toute « l'ancienne direction » du Comité du parti communiste du Kazakstan déformèrent l'idée de la collectivisation. Sur leurs directives il fut procédé non seulement à la collectivisation de tout le bétail, mais encore de tous les ustensiles de ménage et jusqu'à la collectivisation... des femmes. A ce sujet, un article a paru en son temps dans *Prométhée*; ce n'était pas un secret pour Moscou, attendu que les journaux du Kazakstan en faisaient suffisamment mention; mais Moscou gardait le silence aussi bien sur cette question que sur celle de l'annulation par Golochtchekine du décret sur l'immigration des Russes au Kazakstan. Le gouvernement central attendait avant de se prononcer, le résultat de cette politique : si tout marche bien — tant mieux, Golochtchekine et ses acolytes, seraient récompensés; que si cela tourne mal, on les éloignera.

L'« ancienne direction » liait la question du passage de la population nomade et semi-nomade kazake à celle de la collectivisation. C'est pourquoi des dizaines, des centaines de milliers d'exploitations nomades et semi-nomades kazakes étaient transformées en « kolkhoz » et tout le bétail jusqu'au dernier agneau était déclaré « collectivisé » avec défense aux anciens proprié-

taires de les surveiller car on craignait quelque acte de « sabotage » de leur part. Il en résulta que la quantité de bétail au Kazakstan baissa d'une manière catastrophique. Golochtchekine et ses subordonnés considéraient cette baisse comme le résultat fort naturel de la nouvelle orientation du développement de l'économie soviétique. La baisse du bétail au Kazakstan était à ce point catastrophique que les orateurs s'abstenaient dans leurs discours au plenum de produire des chiffres et des évaluations de pourcentage, chose pourtant si habituelle chez les bolcheviks. En dépit de la théorie soviétique au sujet des rapports qui existent entre le développement culturel et économique du pays Golochtchekine et son entourage selon les idées de l'« ancienne direction » du comité du parti communiste du Kazakstan prétendaient que le développement culturel de la population par rapport à l'amélioration croissante de son bien-être économique devait inévitablement baisser. Par cela même ils essayaient de justifier leur politique du « sabotage » sur le front culturel, « sabotage » qui convenait si bien à leur politique colonisatrice au Kazakstan...

Ayant pris connaissance, très en détail du procès-verbal du dernier plenum (le sixième) du parti communiste du Kazakstan, nous devons reconnaître que nous n'avons jamais rien lu de pareil par rapport aux agissements ainsi démasqués de la politique soviétique dans cette partie du Turkestan. Golochtchekine et ses amis ont été relevés de leurs fonctions; d'autres personnes sont venues occuper leurs places, mais le Kazakstan est ruiné, des dizaines de mille kazaks ayant perdu

leur bétail et leur avoir sont morts de faim. Ceux qui étaient déjà fixés sur leurs terres abandonnent la vie sédentaire pour reprendre leur vie nomade, mais sans avoir la moindre chose; les kolkhoz s'effondrent et la haine de la population s'accroît...

A côté de Golochtchekine, des Kazaks siégeaient aussi dans l'« ancienne direction » du parti; ils ne furent pas sans voir ce qui se passait, mais ils n'en disaient rien. Voici d'abord Koramys Oghly Azmoukhan, ancien bras droit de Golochtchekine. Il reconnaît au plenum avoir vu et compris les « erreurs » de Golochtchekine, mais il n'avait pas le courage de le démasquer. Comment expliquer que le bolchevik Koramys Oghly Azmoukhan n'ait pas eu le courage de parler ouvertement à Golochtchekine de ses erreurs, de la disparition de la population kazake? Le Kazak-bolchevik Sadvakas Oghly Djanaïdar qui siégeait également dans cette même ancienne direction du parti nous l'explique. Le lecteur trouvera ici-même le passage du discours de Sadvakas Oghly avec la réponse à la question qui nous intéresse, plus particulièrement en ce qui concerne le silence gardé par les Kazaks-bolcheviks.

« Il serait ridicule de penser, déclare Sadvakas Oghly, que nous ignorions que l'élevage du bétail allait sans cesse diminuant. Nous le savions évidemment, mais nous n'osions, mes camarades et moi, élever la voix pour dire la vérité. *Si nous nous étions trouvés dans une autre république où le prolétariat est beaucoup plus nombreux, mieux organisé, mieux préparé au point de vue politique et qu'on ait ainsi essayé de commettre de pareilles erreurs, il se serait certainement trou-*

vé des gens qui auraient pu parler et le faire connaître au Comité central du parti... »

Dans ces quelques mots du communiste Kazak Sadvakas Oghly se trouve l'explication de tout le mal de la « dictature du prolétariat » au Kazakhstan. Le petit nombre de prolétaires nationaux, leur état encore primitif et leur manque d'organisation oblige les communistes kazaks à n'être que des traducteurs, des subordonnés des communistes russes. Ce Sadvakas Oghly de même que Koramys Oghly se trouvent investis du pouvoir, non de par la volonté du « prolétariat kazake » qui, « trop peu nombreux, mal organisé et très en retard au point de vue politique » n'a jamais eu, pas plus hier qu'aujourd'hui, le moindre rapport avec la proclamation de la dictature du prolétariat, mais ont reçu ce pouvoir par ordre et avec l'appui des bolcheviks russes. N'ayant point l'appui de leur propre prolétariat national, les communistes kazaks, comme tous les communistes turkestanais sont obligés de se taire, de fermer les yeux sur ce que font les communistes moscovites dans leur propre pays. Sadvakas Oghly a raison lorsqu'il déclare que dans les autres républiques, possédant un prolétariat national conscient, les agents moscovites se seraient bien gardés de faire ce qu'ils ont fait au Kazakhstan et dans d'autres « républiques nationales » au Turkestan.

Inutile de dire que le fait d'avoir rappelé Golochtchekine et ses acolytes n'apportera aucun remède à la

situation. A la place de Golochtchekine, l'on a envoyé Mirzoïan lequel est peut-être un peu plus intelligent et un peu plus souple que Golochtchekine, mais de ce fait les communistes kazaks n'en seront pas davantage les représentants effectifs de leur pays dont ils décideraient du sort. Il leur manquera toujours le prolétariat national. Ils ont, eux, communistes-kazaks, un autre chef qui très certainement sera moins sévère, moins rigoureux que Golochtchekine, mais qui *tout de même sera leur chef*. Sadvakas Oghly et autres communistes kazaks seront peut-être un peu plus audacieux dans la mesure, toutefois permise par le nouveau chef.

La dictature du prolétariat russe change de tactique au Turkestan. De temps à autre elle est obligée de modérer une politique qui ne répond nullement aux particularités du pays; elle n'en est pas moins une dictature étrangère à la compréhension du pays du prolétariat russe. De là vient tout le mal. Nous sommes adversaires de toute dictature du prolétariat au Turkestan, serait-elle du prolétariat national. Mais la dictature du prolétariat russe est une chose dont les partisans de la dictature moscovite tels que les Sadvakas Oghly, Djanaïdar et autres comprennent tout le mal. Son discours au dernier plenum du Comité du parti communiste du Kazakhstan est un document infiniment précieux contre la dictature moscovite au Turkestan.

M. TCHOKAI OGHLY.



Organisation russe à Berlin

La devise « Russie une et indivisible » que nous n'avions pas entendue depuis longtemps prononcer, retentit à nouveau à nos oreilles sous une nouvelle forme et sous d'autres vêtements. Ce nouveau vêtement porte le nom de ROND, lequel a vu le jour en Allemagne au mois de mai 1933. Mais avant que de donner une description de cette organisation qui est un produit spirituel et spécifique de l'impérialisme russe, il convient de s'arrêter sur le processus de développement de l'idée « Russie une et indivisible ».

Nous avons fréquemment entendu l'opinion individuelle de ces caméléons politiques qui portent nom de Milioukov, Denikine, Kerenski, Abramovitch et qui s'efforcent, par toutes sortes de combinaisons de venir s'asseoir une fois de plus sur nos épaules. Au cours de ces dix ou quinze années de vie d'émigrés, ces beaux parleurs ont déployé effectivement une grande « bravoure » et non moins de « sagesse » en essayant de nous prouver, à nous « séparatistes », la beauté de l'éthique de l'idée d'une « Russie une et indivisible ». C'est ainsi que maintes et maintes fois ces « éminents » représentants de l'« étatisme russe » se sont dépensés en pure perte, pour faire ressortir les avantages d'une « Russie une et indivisible » devant nous, partisans de l'indépendance de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan, de l'Ukraine, du Turkestan, de la Carélie, etc., allant jusqu'à changer leur masque politique pour mieux cacher leurs noirs desseins, sous une forme parfois ridicule. L'historien Miliou-

kov auquel l'histoire russe, semble-t-il, n'a pu encore ouvrir les yeux, ne veut aucunement se séparer de l'impérialisme russe, de cet impérialisme qui, depuis une trentaine d'années, n'a subi que des échecs. Cette liaison organique avec l'impérialisme russe l'a conduit parfois à manquer de toute logique si bien qu'il estime la « présence d'un patriotisme effectif dans les rangs des *komsomols* (jeunesses communistes) lorsque ces derniers défendent le pouvoir communiste et eux-mêmes de toute intervention étrangère. M. Milioukov voit en cela la défense du territoire russe par lesdits *komsomols*. Et tout à coup nous voyons ce même M. Milioukov qui, au début de la révolution russe ne songeait même pas à l'autonomie des peuples qui de nos jours luttent pour cette autonomie, mais qui ne rêvait que de voir la « croix sur le Croissant de Ste Sophie à Constantinople » devient sous la poussée des événements politiques, c'est-à-dire *post-factum*, partisan du fédéralisme et se déclare prêt à nous aider, nous « séparatistes » et à nous faire don de « l'autonomie nationale ».

Ne voyons-nous pas encore le socialiste M. Kerenski, cette figure tragico-comique de la révolution russe parler au nom de la Russie « une » et « indivisible » avec de nouveaux rêves spéculatifs et tandis qu'il accuse les allogènes d'Azerbaïdjan, du Turkestan et autres turko-tatars de patriotisme il attire l'attention des populations chrétiennes, désireuses de séparer la Russie, sur ce danger. Il considère que l'indépendance de

ces peuples chrétiens est un « gros péché », aussi leur donne-t-il de sages conseils tant en faisant ressortir que la séparation des nationalités chrétiennes d'avec le moujik russe, leur « protecteur » et « défenseur » équivaldrait à une mort certaine.

Ce même M. Kerenski, sentant peu après l'échec de la manœuvre ci-dessus, fait appel cette fois à Karl Marx. Il emprunte quelques sentences à l'évangile de ce prophète et en dépit de l'opinion de ses camarades européens, il les interprète à sa façon, en extirpe de nouvelles conclusions sur lesquelles il base sa propre opinion à savoir : que la Russie au point de vue économique est « une » et « indivisible ». Conséquemment, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Turkestan, l'Ukraine, etc. ne peuvent aspirer à une existence indépendante. Donnant libre cours à sa fantaisie, il considère qu'en annexant les « régions de la périphérie » il arrivera à reconstituer une Russie « une et indivisible », le « grand empire » d'autrefois.

Si le chef du parti cadet et grand admirateur, un certain temps, du « patriotisme komsomol », M. Milioukov, grâce à un compromis avec les régions de la périphérie en est venu à un fédéralisme, des ultrasocialistes comme Kerenski et Abramovitch n'ont pu atteindre ce résultat. En s'efforçant d'être de « meilleurs catholiques que le pape même » ils proclament la domination du moujik sur les populations opprimées par une doctrine inflexible.

Avec l'effondrement du régime bolchevik, l'augmentation des forces de résistance et le développement de l'esprit nationaliste chez les « séparatistes », s'accroît également la ferme volonté de libérer les peuples opprimés de Russie. Parallèlement

augmente le souci, l'inquiétude des cercles d'émigrés, essentiellement russes, déjà cités, et cette inquiétude, ces soucis se manifestent sous différents aspects. C'est ainsi qu'au cours de ces derniers cinq ou six mois l'on entend souvent des appels, demandant du secours sur le front de la « Russie une et indivisible ».

Ce sont toujours les mêmes Milioukov, Kerenski et Semenov qui apparaissent sur la scène pour sauver la Russie dont la décomposition suivra infailliblement la défaite. C'est encore l'apparition du général tsariste Denikine, vieux monarchiste pur sang qui s'efforce de démontrer qu'il est devenu depuis longtemps partisan et défenseur des peuples opprimés... mais... à une condition : à condition de l'existence d'une « Russie une et indivisible ».

Ou bien le monarchiste Semenov qui, non sans quelque malice et avec son habituelle « souplesse » déclare ce qui suit : « Délivrons d'abord en joignant nos forces, la « Russie indivisible » des bolcheviks et nous parlerons ensuite de son « partage » et « sous-partage »...

Comme on le voit, ces messieurs ne peuvent se résoudre à accepter le processus de décomposition de l'étatisme russe, devant toujours les événements et chaque fois, à l'apparition de quelque grave danger pour le régime bolchevik ils jettent de hauts cris. Tantôt ils nous tranquillisent, nous envoient des caresses, nous gavent de « promesses d'autonomie », allant parfois jusqu'à vouloir reconnaître les droits légitimes des nationalités opprimées, tantôt ils deviennent nerveux, nous adressent des menaces avec cette sauvagerie particulière au russe, ne veulent rien reconnaître sinon leur « matouchka Rossii ». L'Ukrai-

nien pour eux est un Russe et quant à nous, « indigènes », nous ne sommes plus que des « sujets ».

Ainsi, les menaces, les supplications, les caresses et les cris se succèdent sans que le résultat en soit changé. C'est toujours la même idée qui subsiste, l'idée d'une « Russie une et indivisible ».

Ce mot d'ordre des impérialistes russes apparaît de nos jours sous une autre marque. Le brevet a été enregistré en Allemagne sous la dénomination de ROND, organisation des fascistes russes. Cette organisation qui se donne pour but de détruire le communisme en Russie aspire comme toutes les organisations russes à rétablir une « Russie une et indivisible », avec un régime pareil à celui des Romanov, c'est-à-dire avec ce même drapeau tricolore et le vieil emblème national. Quant à l'hymne national, le « Bojé tsaria Khrani » (Dieu garde l'Empereur) sera tout bonnement remplacé par les assembleurs de la terre russe par un « Bojé naroda khrani, naroda pravoslavnago » (Dieu garde le peuple, le peuple orthodoxe).

Après tout ce que nous venons d'apprendre et d'entendre, il ne reste plus qu'à s'incliner devant les cendres de ce pauvre B. Milioukov, du général Dénikine et *tutti quanti* ; ces messieurs, trompant sciemment n'en font pas moins de nobles promesses, parfois même une vague autonomie et ce, dans le temps même où dans la future Russie, telle que se la représente la fantaisie du ROND avec ses 140 millions dont près de cent millions sont des non-russes, nos concitoyens sont obligés de chanter le « Dieu garde le peuple, le peuple orthodoxe » au lieu de notre « En avant, en avant, soldat

d'Azerbaïdjan ! » C'est cela la Russie à laquelle rêve le ROND.

Tel que cependant, le ROND possède une qualité positive : c'est de jouer cartes sur table, ce qui n'est pas le cas pour les Milioukov, les Denikine, les Kerenski, etc. Messieurs les « rondistes » s'efforcent de ne rétablir que les vieilles traditions, les sources des inspirations d'autrefois, la domination du moujik. Ils partent de ce principe, que la vitalité d'un Etat dépend de la conservation dans l'esprit du peuple qui constitue ledit Etat des vieilles traditions et des trésors culturels de l'ancien temps. Si de nos jours le fascisme italien ou allemand se réclame de ce principe, nous pouvons évidemment l'admettre, attendu que ces pays, pris individuellement sont peuplés à peu près exclusivement d'Italiens et d'Allemands. Ces peuples ont donc le droit de songer à une politique qui tendrait à « conserver les vieilles traditions et les trésors culturels de l'ancien temps » ; mais exiger de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de l'Ukraine et d'autres nations asservies par la Russie, dont quelques-unes ont été reconnues de *jure* et de *facto* par les grandes puissances, qu'elles acceptent des traditions nationales purement grand-russiennes et se soumettent à la culture du moujik russe, autrement dit, que ces peuples reconnaissent les sources spirituelles du moujik comme leurs propres sources semble hautement déplacé pour ne pas dire ridicule. Nous disons bien, exiger des peuples d'Azerbaïdjan, du Turkestan, de Crimée, de l'Idel-Oural, de l'Ukraine, de Géorgie, etc., qui depuis plus d'un siècle, luttent contre les Russes et qui après avoir perdu des dizaines de mille hommes dans cette lutte réussirent enfin en

1917-1918 à briser les chaînes d'esclavage avec l'appui des autres peuples frères, également asservis, tels que les Polonais, les Esthoniens, les Finlandais, les Lettons, les Lithuaniens, ce serait, disons-nous, faire tourner la roue de l'histoire en sens inverse. De semblables idées ne peuvent germer que dans le cerveau d'un Russe.

Loin de nous l'intention de polémiser avec le *ROND* et son programme, nous avons voulu seulement montrer que cette formule de « Russie une et indivisible » porte en elle également le « Dieu garde le peuple, le peuple orthodoxe... »

Entre les « rondistes » et les autres partisans d'une « Russie une et indivisible », habitant Paris, Belgrade, Riga, existe une autre petite différence : c'est « l'attrait » que le *ROND* provoquerait parmi les « indigènes » de l'ancienne Russie. Ce charme aurait conquis le cœur et la sympathie desdits « indigènes ».

Le *ROND*, en effet, a réussi à capter un ou deux « représentants arméniens et géorgiens, les nommés *Kobakidze*, *Vartapetian*, *Mosidze* et *Glavatski* dont l'*Istikhal*, organe de défense nationale d'Azerbaïdjan déjà fait connaître les agissements, l'année dernière. Voyons, du reste, ce que c'est que ces « représentants des peuples du Caucase » ?

Sous le titre « Faux Caucasiens » le journal *Istikhal* n° 19 a publié un article caractérisant l'aventurier persan « Comte Sally Husseinov Ibrahimov », alias « Dr Salman Husseinov » qui avec ses amis et comparses *Kobakidze* et *Vartapetian* fondèrent à Berlin, il y a quelques mois, un « Comité de jeunesse caucasienne ». Le but de ce comité était de « détacher le Caucase de la Rus-

sie » et de créer une « république transcaucasienne confédérée dans les limites de 1914 ». Il fut bientôt établi que dans les coulisses de cette affaire manœuvraient des agents de la tchéka et des intrigants moscovites lesquels ont pour habitude de réaliser leurs plans aventureux par l'entremise des *dachnaks* (parti politique arménien). Ce même article rappelait que dans ledit comité de jeunesse caucasienne le principal acteur était certain *Essad-bey*, israélite de Kiev, alias *Leo Nussenbaum*, connu par ses pamphlets et ses productions pornographiques sur les peuples du Caucase. Le « représentant » de l'Azerbaïdjan dans le « Comité de jeunesse caucasienne » n'était autre que le persan « comte Sally Husseinov » déjà nommé arrêté quelques mois auparavant par la police allemande à la suite d'un délit de vol. Et c'est ainsi que se termina l'aventure de la « jeunesse caucasienne » avec tous ses « pactes de confédération ».

Ce sont ces mêmes messieurs *Vartapetian*, *Kobakidze*, *Musidze*, *Husseinov-Ibrahimov* qui ayant, il y a quelques sept ou huit mois, « libéré le Caucase du joug russe et conclu même un « pacte de confédération transcaucasienne » se trouvent de nos jours, du fait de « l'attraction » du *ROND* dans l'orbite d'une « Russie une et indivisible ».

Prenant en considération l'énorme distance qui sépare ces deux pôles « Russie une et indivisible » et « Caucase indépendant », il est juste de reconnaître que nous sommes en présence d'un record pour le moins important et en face d'une grande bravoure.

Il va de soi que le *ROND* et autres partisans d'une « Russie une et in-

divisible » doivent s'enorgueillir d'avoir en peu de temps recruté des « représentants du Caucase ». Quant aux deux autres « représentants du Caucase » captés par le ROND, les nommés *Mosidze* et *Glavatski*, ils sont, tout comme les précédents, connus de nos lecteurs.

Le premier, *Mosidze*, on s'en souvient, accusé d'avoir assassiné une française, passa quelque temps en prison; il fut ensuite l'objet d'un mandat d'expulsion du territoire français. Le deuxième, *Glavatski*, dont le nom a une consonnance russe, serait, paraît-il, un Ossète de Géorgie. Comme son collègue *Mosidze*, il a connu la prison, ayant été pris en flagrant délit de vol dans un magasin allemand, par la police allemande.

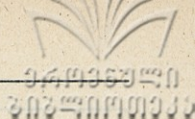
La liste des « représentants » caucasiens dans l'organisation du ROND est close avec ces quelques noms, mais elle est incomplète puisque l'Azerbaïdjan ne se trouve point « représenté » et que seuls les « représentants » de la Géorgie et de l'Arménie figurent dans la liste. Le « Comte Sally Husseinov Ibrahimov » ne peut prétendre à ce titre, attendu qu'en vertu du décret concernant les étrangers, ce dernier a été expulsé d'Allemagne à sa sortie de prison. Ces faits caractérisent l'activité du ROND depuis le mois de mai et montrent pleinement les « succès » remportés. En toute circonstance nous avons manifesté notre opinion sur une « Russie une et indivisible » devant les représentants de l'impérialisme russe, depuis M. Milioukov jusqu'à MM. Semenov et Denikine, y compris MM. Kerenski, Staline et Lénine.

Nous avons dit et répété à ces messieurs que la mise sur une « Russie une et indivisible » sous quelque forme qu'elle fut représentée ne saurait nous satisfaire, nous les « séparatistes », les non-russes, attendu que sous la formule « Russie une et indivisible » se cache toujours l'impérialisme russe. Le ROND étant en ce moment à l'ordre du jour, qu'il nous soit permis de citer les paroles de ce vieux Romain qu'était Cato « *Ceterum censeo, Carthaginem esse delendam* » qui s'appliquent aujourd'hui à l'impérialisme russe et qui, de même que Carthage *doit être également détruit*. C'est là notre opinion et notre programme.

Il est impossible que près de cent millions de non-russes : Azerbaïdjanais, Géorgiens, Ukrainiens, Turkestanaï, etc., puissent recevoir l'inspiration culturelle du moujik russe.

Le droit à l'indépendance ne saurait être contesté par personne, sauf par les Russes qui, sous quelque latitude qu'ils se trouvent et en toutes circonstances s'efforcent de tirer parti des moindres possibilités pour rétablir leur domination sur les autres peuples. Bien que le fascisme et le national-socialisme soient dirigés exclusivement contre le communisme, la logique de l'impérialisme russe aspire à se servir de ses idées comme d'un instrument permettant l'asservissement des peuples. C'est bien ainsi que le conçoit l'organisation du ROND lorsqu'elle se sert du fascisme ou du national-socialisme pour atteindre l'idéal qui lui est cher d'une « Russie une et indivisible ».

HILAL MUNSCHI.



La Conférence économique mondiale et l'Ukraine

Londres (B.P.U.). Au milieu de ses triomphes diplomatiques, M. Litvinov vient de recevoir réplique qui ramène ses auditeurs des affirmations fantastiques sur le paradis soviétique à la terrible réalité. C'est le gouvernement de la république démocratique ukrainienne qui présente, le 3 juillet, à M. Mac Donald, un important mémoire concernant la crise en U. R. S. S. et le problème du redressement économique de l'Ukraine, le gouvernement ukrainien s'oppose énergiquement contre les déclarations de M. Litvinov, niant l'existence même d'une crise au pays des Soviets.

« Nous sommes d'ailleurs bien loin, affirme le gouvernement national ukrainien, de nier que le gouvernement soviétique a su réaliser au moins partiellement son plan dit quinquennal. Mais justement les constructions d'usines considérables, de canons, de digues telles que le « Dnieprostroï » ne sont justifiées par l'état actuel du pays. Elles peuvent être considérées comme insensées si on tient compte de la misère qui règne dans les pays de l'Union, dont certains sont encore si arriérés que tous ces perfectionnements techniques leur sont parfois absolument inutiles. Ces constructions ont, par contre, entraîné l'épuisement total du pays. »

Le gouvernement de Moscou a détruit toute la vie économique des pays qu'il gouverne, il a créé un état permanent de famine dans des régions aussi riches que l'Ukraine, il

a engendré la misère et détruit la capacité d'achat de plus de 150 millions d'hommes. Ainsi l'existence même de l'U.R.S.S. est une des causes principales de la crise mondiale. Il est vrai, ajoutent les auteurs du mémoire, qu'en accomplissant leur plan quinquennal, le gouvernement de l'U.R.S.S. a pu faire artificiellement des commandes assez considérables à l'étranger, mais malgré toute la brutalité de ses méthodes, le gouvernement de Moscou serait condamné à tenir compte de la misère sans pareille qu'il a créée parmi les peuples opprimés par lui. Malgré ses déclarations optimistes, M. Litvinov et ses collègues seront obligés de diminuer progressivement leurs commandes à l'étranger. Beaucoup de travaux entrepris pour l'accomplissement du plan quinquennal sont déjà suspendus. Les possibilités du marché soviétique devront donc diminuer toujours et aggraver ainsi la crise mondiale.

Il faut rétablir la vie économique dans ces vastes pays pour rendre au monde un débouché considérable. « La seule solution du problème, insiste le gouvernement ukrainien, consiste dans la dissolution même de l'Union Soviétique, dans la libération et l'indépendance de l'Ukraine, du Caucase, du Turkestan. Après le bouleversement profond que les pays de l'U. R. S. S. ont subi, il est impossible de rétablir instantanément l'ordre sur une aussi vaste étendue de terre.

La Russie, ayant admis un régi-

me soviétique et communiste a fini par s'écrouler dans une catastrophe: ce régime n'est plus capable de conserver son empire d'autrefois et de gouverner dans les conditions particulièrement difficiles du moment. »

M. Alexandre Choulguine, représentant de la République démocratique ukrainienne près la S.D.N., affirme dans sa lettre accompagnant le mémoire à M. Ramsay Mac Donald, que tous les patriotes ukrainiens sont persuadés que leurs propres efforts mèneront à la libération du pays. Mais en même temps ils comprennent qu'il est impossible à

eux seuls de rétablir la vie économique en Ukraine.

« Nous désirons, conclut M. Choulguine, une collaboration économique et politique avec les puissances occidentales, mais uniquement sur la base d'une réciprocité de la reconnaissance de notre indépendance ». L'Ukraine tend absolument à conserver son unité au moins dans les limites de l'Ukraine soviétique actuelle et que toute tentative d'un nouveau partage de l'Ukraine ou de sa subordination soit-elle économique à une autre puissance se heurtera à une résistance unanime du peuple ukrainien.

Revue de la presse

Insurrection géorgienne

Le mois de septembre dans lequel nous entrons se pare, depuis neuf ans, d'un anniversaire, immortel pour les Géorgiens. C'est le 29 août 1924 qu'éclata en Géorgie une grande insurrection contre les envahisseurs russes. Dans le dernier numéro de la *Géorgie Indépendante*, éditée à Paris, M. Assatiani consacre à cet événement un émouvant article qu'il conclut en ces termes :

« La Russie tsariste viola, il y a plus de cent ans, le traité de 1783; elle renia ses obligations les plus formelles et abattit la souveraineté de l'Etat géorgien. La Géorgie si affaiblie qu'elle fût, répondit à cet acte de perfidie par une série d'insurrections en Mtiuletie, en Kakhétie, en Iméretie et dans d'autres provinces. C'est exactement de la même

manière que se conduisit la Russie soviétique un siècle plus tard, et la réponse du peuple géorgien a été exactement la même en Svanétie, en Mtiuletie et en Kakhétie où le mouvement insurrectionnel se transforma, en 1924, en un soulèvement général du peuple. Cette lutte héroïque a montré à tout le monde, aux amis comme aux ennemis, dans le pays aussi bien qu'à l'étranger que le peuple géorgien n'a rien perdu de sa combativité grâce à laquelle il a su au cours des siècles, maintenir et défendre sa souveraineté nationale. Ce qui est particulièrement à noter, c'est que nous-mêmes et notre peuple tout entier, nous avons acquis par cette lutte la foi solide et inébranlable en notre destinée. A cet égard les dernières générations qui nous ont précédés ne furent pas tout à fait libres d'un certain scepticisme.

Qui, en effet, aurait cru qu'il eût été possible de nos jours de faire pour la patrie preuve de cet esprit de sacrifice qui nous paraît aussi légendaire au cours de notre histoire? C'est cette foi que nous avons acquise par ces luttes insurrectionnelles qui se sont déroulées en Géorgie depuis la dernière invasion russe. »

Sur le même sujet M. Komando écrit dans la *Géorgie indépendante*:

« L'insurrection d'août est une belle page dans l'histoire si longue du peuple géorgien. Il lui a coûté bien cher d'inscrire cette page, mais il comprend bien que la liberté ne se donne pas sans lutte. Croiser les bras et se soumettre docilement, c'est le sort des esclaves. Ce n'est guère compatible avec la fierté nationale de notre peuple. C'est pourquoi il est si unanime et si résolu dans sa lutte pour son idéal. L'insurrection d'août appartient à l'histoire mais les conclusions politiques qui en résultent sont autant de leçons pour le présent et pour l'avenir... Aujourd'hui la situation est tout autre en Russie. On y voit d'une part une oligarchie communiste avec son armée de tchékistes et, d'autre part, le peuple russe et les peuples opprimés non-russes, tous affamés, meurtris et réduits en esclavage. Un fossé s'est creusé entre ces deux camps; un abîme les sépare. Cette situation dicte une tactique toute nouvelle mais toujours sur la base du drapeau du mois d'août. Le drapeau est le même pour tous les peuples opprimés. Il commande l'union, la coordination des efforts, la lutte en commun, son front unique contre le Kremlin... La Géorgie battue alors qu'elle était seule va triompher en luttant en commun avec les autres peuples. »

La *Zaria Vostoka* de Tiflis (4-7) signale « un fait infâme de nationalisme sauvage » survenu dans la ville de Kouba (Azerbaïdjan) où les israélites autochtones ont subi toutes sortes de vexations et de brimades de la part des « ennemis de classe ».

Il parle également de la partialité dont font preuve dans certains établissements de Tiflis les éléments russes. Ainsi à la fabrique locale de textile, l'administration avait admis des Russes comme techniciens, tandis que les Géorgiens, ayant la même instruction que les Russes, n'ont été admis qu'à des emplois subalternes ou comme simples ouvriers. Lorsque ces faits ont été reprochés au directeur russe, celui-ci a répondu :

« On ne peut pas comparer un Géorgien à un Russe. On aura beau instruire un Géorgien, il ne sera jamais bon technicien. »

C'est peut-être vrai : La Géorgie ne donne que des dictateurs...

Exécutions, révoltes.

Le journal russe de Paris, *La Renaissance*, a reçu d'intéressantes informations sur les manifestations violentes qui se produisent un peu partout en U.R.S.S. et qui sont cruellement réprimées.

Dans le club d'une usine de l'Oural, un ouvrier, Kosov, a écrit au-dessous du portrait de Staline : « Guide de la famine et de la misère » ; Kosov a été condamné à mort et exécuté par le Guépéou.

Le 7 juin, à Novorossisk, un cortège de matelots et de débardeurs a circulé dans les rues avec des placards hostiles au régime et au parti.

Le 10 juillet, des troubles graves

ont eu lieu à l'usine d'Ena Kiev : la milice et la garde ont chargé la foule : 2 morts, 5 blessés.

Au kolkhoz de Yakovlev, rayon d'Eysk, les 5 et 6 juillet, les kolkhozniki ont refusé, par manière de démonstration, d'aller au travail dans les champs, parce qu'on tardait à leur remettre du blé nouveau pour leur propre consommation. Ils ont été jugés le 12 juillet à Eysk. Quatre condamnations à mort, dix-neuf à dix ans de déportation.

Le 13 août, une correspondance de Berlin au même journal relatait les événements qui ont eu lieu à Tachkent au début d'août. Une troupe de tchékistes armés et de miliciens conduisait dans la grande rue un groupe de prisonniers qu'on transférait de Kokand à la prison centrale. Tout à coup, des cavaliers armés surgirent des rues latérales et ouvrirent le feu. Profitant de la surprise, les prisonniers se sauvèrent dans toutes les directions. L'enquête a établi que le coup avait pour but de sauver un partisan connu, Saïfoullah Tchaodayev, que ses proches avaient vendu : l'opération a réussi. Le lendemain, le Guépéou a publié une liste de soixante-cinq personnes qui, par représailles, avaient été fusillées dans la nuit. Tachkent est en état de siège. Tous les bâtiments publics ont une garde armée. Il est interdit de circuler après huit heures du soir.

Cannibalisme

Malgré une rigoureuse censure, quelques lettres où les horreurs de la famine ne sont pas estompées arrivent de Russie. *La Renaissance* (11 août) en a publié une, écrite par un intellectuel du Sud de la Russie.

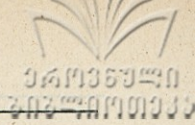
Dans les bas quartiers de la ville

de X***, dans la rue menant à la gare, s'élevait un baraquement de planches depuis longtemps inutilisé. Récemment, on y vit s'installer des gens. Il y a dix jours, un jeune homme qui passait et qui avait faim leur demanda du pain. On lui répondit qu'on n'en avait pas. Mais le jeune homme remarqua que les vieilles femmes de la boutique portaient quelque chose dans un seau. Il regarda, espérant voir des vivres. Il aperçut des doigts, un morceau de crâne avec des cheveux, des organes sexuels d'homme. Affolé, il courut chercher un milicien. Le baraquement fut cerné et l'on apprit que les tenanciers vendaient de la viande en divers endroits, notamment à la gare. Ils se procuraient sans peine leur denrée : ils offraient l'hospitalité aux voyageurs qui descendaient du train et, une fois chez eux, ils les égorgeaient.

L'auteur de la lettre se rappelle avoir, en un certain endroit de cette ville, acheté des côtelettes à 50 kopeks. Il s'était toujours demandé comment cette viande — généreusement servie et bien fraîche — pouvait être si bon marché, alors que le kilog de viande, avec les os, coûtait normalement de 10 à 12 roubles. Il paraît que c'était du chien et du chat. Mais n'était-ce pas plutôt de l'homme?

Résurrection

Les bolcheviks continuent à faire beaucoup de bruit autour de leur dernier chef d'œuvre, le canal des Deux-Mers qui, par les grands lacs, joint la Baltique et la mer Blanche. Léninegrad à Arkhangelsk. Staline lui-même, si avare de manifestations publiques, a inauguré la Voie. Mais ce que la presse rouge met sur-



tout en valeur, c'est l'efficacité *morale* qu'on eue ces travaux : confiés au Guépéou, accomplis par les condamnés sociaux et politiques, ils ont été accompagnés d'un vaste effort de rééducation qui, nous affirme-t-on, a régénéré un grand nombre de débris humains (bourgeois, voleurs, koulaks, etc...) et permet aujourd'hui de les réintégrer, libres et honorables, dans la société léninienne. La *Pravda* publie les confessions de quelques-uns de ces 12.484 noéphytes. Voici celle d'un paysan du Kazakhstan, Kovan Goumarov :

« Tous mes malheurs viennent de ce que j'ai trop cru aux *bays* (c'est le nom turc des koulaks, des « paysans riches »). Je n'arrivais pas à me reconnaître dans ce qui se passait autour de moi. Je vivais en nomade dans les vastes steppes du Kazakhstan, faisant ce que m'ordonnaient les bays : c'étaient à mes yeux les êtres les plus respectables et les plus intelligents. Avec eux, je disais du mal du régime soviétique, j'exhortais les Kazaks à ne pas payer leurs impôts — et je donnais moi-même

l'exemple. C'était l'ordre des bays et je me disais que c'était bien.

« Alors on m'a arrêté et l'on m'a expédié aux chantiers baltiques. Au début, ça été très dur. Je ne savais que faire, comment vivre. Ici aussi, il y avait des bays. Mais quand on s'est une fois échaudé la bouche, on boit doucement sa soupe. J'ai eu vite fait de discerner amis et ennemis. L'éducateur qu'on nous a envoyé m'a bien aidé. Il nous expliquait qui étaient Lénine, Staline; il nous parlait du régime, de la construction socialiste; il nous révélait comment les bays exploitaient les ouvriers et les paysans. Alors j'ai compris la grandeur de ma faute envers l'Etat soviétique, et j'ai compris mon devoir.

« Je me suis inscrit dans le groupe des Constructeurs Kazaks, j'ai travaillé honnêtement, fier de collaborer à une si belle œuvre. J'ai beaucoup appris dans ces chantiers. Mais surtout, j'ai appris à juger qui me voulait du bien et qui me voulait du mal. Jamais plus je n'irai avec les bays. Je suis un travailleur honnête, dévoué au gouvernement. »

La Gérante : A. Laizé.

VIENT DE
PARAITRE

LE PROBLÈME DU CAUCASE

par MIR YACOUN

Docteur en droit

ETUDE HISTORIQUE ET POLITIQUE
DU MOUVEMENT NATIONAL
DES PEUPLES DU CAUCASE

Prix: 20 francs

EN VENTE:

à la LIBRAIRIE G. P. MAISONNEUVE, 3, rue du Sabot à Paris
et chez l'auteur

161-bis, rue de la Convention à Paris

E5114E
1933